

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes, le 01/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WIENERBERGER - Le Val-Saint-Germain

D 116
Route de la Roche
91340 Ollainville

Références : D2024
Code AIOT : 0006506628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement WIENERBERGER - Le Val-Saint-Germain implanté CRIBLERIE 91630001 91530 Le Val-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans les échanges relatifs à la remise en état du site et la teneur du reprofilage des terrains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER - Le Val-Saint-Germain
- CRIBLERIE 91630001 91530 Le Val-Saint-Germain
- Code AIOT : 0006506628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entre 1978 et 1988, la société PACEMA a exploité à ciel ouvert une carrière d'argiles, aujourd'hui remise en état, dont les limites s'étendaient au sud et à l'ouest du site concerné par la présente demande.

Cette carrière a fait l'objet d'une première extension (aujourd'hui remise en état) en 1987, au Nord des terrains sollicités par la présente demande.

L'arrêté préfectoral en date du 17 mars 1997 autorisait la société PACEMA à étendre cette carrière d'argiles sur une superficie de 11 ha 52 a 75 ca, sur le territoire de la commune du Val st Germain pour une durée de 15 ans, aux lieux-dits La Criblerie et les Friches.

En 2006, l'exploitation a été transférée à la société WIENERBERGER SAS.

Un renouvellement de l'autorisation administrative a été acté via l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2012 pour une durée de 10 ans.

Plusieurs arrêtés ont été notifiés à l'exploitant les 19 août 2021 et 8 septembre 2023 dans le cadre du suivi de la mise en sécurité du site et des modifications des conditions de remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III.15	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La clôture doit être réparée à 3 endroits. De plus, il est proposé à Monsieur le Préfet d'accorder un ultime délai de 4 mois (c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2024) à l'exploitant afin de respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2023 en comblant le dernier plan d'eau propice à la baignade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III.15
Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des zones en eau. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. + arrêtés de mise en demeure du 19/08/2021 et du 7/06/2023
Constats : L'inspection des installations classées a accompagné les services de l'ABF ainsi que ceux du service Nature et paysages de la DRIEAT dans le cadre d'un point sur l'ancienne carrière de "La Criblerie" exploitée par la société WIENERBERGER, et plus particulièrement sur le projet de remise en état. En effet, l'arrêté préfectoral de 2012 prévoyait de laisser un plan d'eau au sein de l'ancienne carrière. Néanmoins, au regard d'intrusions à répétitions, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence daté du 19 août 2021 est venu modifier les conditions de réaménagement en demandant le remblaiement de tous les plans d'eau propices à la baignade. Un dernier arrêté préfectoral daté du 8 septembre 2023 a également encadré les modifications de remise en état de la carrière. Par arrêté préfectoral du 7 juin 2023, l'exploitant a été mis en demeure de finaliser le comblement du dernier plan d'eau.

Au regard des nouveaux échanges entre l'exploitant, qui s'est associé avec la société ECT, et l'administration, le projet de remise en état serait désormais de combler la carrière jusqu'à retrouver la côte naturelle des terrains adjacents.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté 3 zones où la clôture avait été endommagée : une zone derrière le stockage de fumier du centre équestre, une le long du chemin d'accès vers le premier portail et une au niveau du portail (à gauche de celui-ci). Les 2 premières zones présentent clairement un découpage opéré via un outil. La clôture au niveau du portail a été écrasée.

Ces 3 zones peuvent être réparées très rapidement compte tenu que la clôture a été repliée sur elle-même.

Il a été constaté la présence de panneaux signifiant clairement l'interdiction d'accès au site.

Compte tenu du caractère limité des dommages, de la teneur des réparations à envisager, du délai associé pour réaliser les réparations, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives ni pénales.

Par ailleurs, concernant le comblement du dernier plan d'eau propice à la baignade, compte-tenu du nouveau projet de réaménagement de la carrière, en lien avec la société ECT, l'inspection propose à Monsieur le Préfet d'accorder un ultime délai de 4 mois (c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2024) à l'exploitant pour respecter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réparer les 3 zones endommagées dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours